GENDARMERIE DE BOUMERDÈS

«Pas de répit pour les pilleurs de sable»

Le commandant du groupement de la Gendarmerie de la wilaya de Boumerdès, le colonel Moussa, a animé un point de presse au siège de son état-major afin d'expliquer aux présents les statistiques annuelles concernant les activités des différentes unités sous son commandement.

Lors des débats, nous avions questionné le premier gendarme de la wilaya sur ce que fait ce corps de sécurité pour endiguer le fléau du pillage de sable qui détruit tous les jours un peu plus les rivages de cette wilaya touristique à caractère balnéaire. «Comme l'avaient fait mes prédécesseurs, nous ne relâcherons pas la pression sur les responsables de ce fléau. Nous utiliserons tout ce que nous permet la loi pour en venir à bout», affirmera-t-il. Nous insistons sur notre demande d'explication en partant de l'exemple de cette famille de pilleurs de Boudouaou-El-Bahri, qui, selon le P/APC de la localité, continue à sévir en toute impunité.

«Nos prérogatives s'arrêtent au moment de la présentation des délinquants devant la justice et la remise du dossier au parquet. Cependant, nous ne laisserons aucun répit à ces délinquants», précisera-t-il. Pour rappel, l'un des membres de cette famille est responsable d'un accident de la circulation qui a coûté la vie à un père de famille, à sa fille de 18 ans et à un jeune homme assis près du père de famille. Selon nos informations, ce chauffeur, pilleur de sable, roulait à bord de son véhicule tous feux éteints.

Aux dernières nouvelles, le chauffeur n'a été condamné qu'à une année de prison ferme. Douze mois pour trois vies fauchées ; la clémence de la justice n'a a priori pas de limite dans notre pays. Bref, selon les statistiques de la gendarmerie de Boumerdès se rapportant à la lutte contre la maffia du sable, 73 camions ont été définitivement saisis. Cela reste relativement faible puisque la destruction des plages se poursuit et cause des dommages irréversibles aux potentialités économiques de la wilaya. À ne pas oublier aussi que l'argent de ce trafic finit en partie dans les caisses du GSPC.

Par contre, en matière de lutte sur le front de la criminalité routière, il semblerait que la répression visant les terroristes de la route commence plus ou moins à porter ses fruits. En effet, selon les statistiques, le nombre d'accidents ayant causé des décès ou des blessures corporelles est en diminution. 544 accidents ont été recensés faisant un bilan de 71 morts et 862 blessés. En 2006, par contre, ces chiffres macabres étaient respectivement de 638 accidents qui ont fait 91 décès et 977 blessés. Toujours dans le domaine de la prévention et de la lutte, 2 400 conducteurs se sont vu retirer leur permis de conduire et 105 931 diverses contraventions ont été dressées. De son côté, la section de recherches avait résolu plusieurs affaires liées à la criminalité de droit commun. Il ressort de ces statistiques que 102 affaires se rapportant aux crimes organisés mettant en cause 188 personnes ont été élucidées.

La section de recherches du groupement de gendarmerie a ouvert également plusieurs dossiers, en 2006, dont certains sont dans un processus d'investigation en cours au sujet du trafic de stupéfiant, de la fabrication et de la vente illégales de produits alimentaires impropres à la consommation et de la mauvaise gestion de certaines APC. Elle a, rappelons-le, auditionné les bénéficiaires d'environ 2 000 EAC et EAI avant de remettre son rapport à la justice. Il y a lieu de rappeler aussi que la gendarmerie assume sa part dans la lutte antiterroriste dans la wilaya de Boumerdès.

Abachi L.

ADRAR

Relance de l'enlèvement des ordures ménagères

Au niveau du siège de l'APC d'Adrar et en présence des représentants de la santé, de l'emploi, la Protection civile, la DUC et bien entendu le premier magistrat de la ville, M. Othmani Abdelkader, récemment élu, il a été décidé la répartition de la ville en 112 quartiers, regroupés en cinq grands secteurs.

Pour la collecte des détritus et ordures ménagères, 761 bacs roulants d'une capacité de 240 l seront mis en service ainsi que 38 bacs métalliques de 2 m³ chacun. D'autres bacs de 8 m³ viendront renforcer le dispositif mis en place pour l'enlèvement des ordures. Mais pour mener à bien cette vaste opération de nettoyage, il est nécessaire de doter le parc de camions Ampli Vool, de bennes-tasseuses et d'autres à benne. Pas moins de 10 milliards de centimes sont nécessaires pour l'acquisition de ce matériel indispensable afin de faire de la ville d'Adrar une ville propre. Il faut également prévoir des moyens humains (15 chauffeurs, 35 agents de nettoiement et 110 agents polyvalents). Des sommes colossales, plus de 4 milliards, doivent être déboursées pour accomplir un travail régulier et permanent. Rappelons que 38 tonnes sont collectées quotidiennement sans qu'aucun traitement cyclique soit effectué.

El-Hachemi S.

GUELMA

FLN : la crise repart de plus belle

Jeudi 31 janvier 2008, tôt le matin, un mouvement de contestation dans le milieu des militants et cadres du vieux parti de la wilaya de Guelma, a débouché sur un sit-in devant le siège de la mouhafadha.

La crise interne qui perdure au sein du FLN de Guelma, depuis la désignation du nouveau mouhafed Abdelhamid Mesmoudi, et qui a connu un semblant d'accalmie lors des dernières élections locales du 29 novembre 2007, refait surface après la grande défaite de l'ex-parti unique. La grande défaite lors des dernières élections et la désignation du nouveau mouhafed sont parmi les raisons qui ont provoqué la colère des militants et cadres du FLN de Guelma.

Ces derniers reprochent au secrétaire national Abdelaziz Belkhadem d'imposer le nom du mouhafedh Mesmoudi au lieu de celui qui a été choisi par la base militante et l'assemblée générale.

Une grande banderole a été déployée le long de la façade du siège de la mouhafadha en face du théâtre romain intra-muros et une autre portant des inscriptions hostiles à certains «dinosaures» y est également accrochée. «Nous voulons le départ immédiat du mouhafedh». «C'est une journée de protestation contre le retour des «dinosaures» à leur tête l'ex-député (1997/2002) Ali Seddiki et le nouveau mouhafedh et ses proches collaborateurs et à leur gestion désastreuse et la gabegie du nouveau député qui a été parachuté par Alger.

Pis encore, il y avait même des gens qui ne résident même pas à Guelma !» ont déclaré des militants et cadres en colère lors de leur sit-in de jeudi dernier devant la mouhafadha.

Le siège de la mouhafadha du FLN de la wilaya de Guelma a fait l'objet d'un saccage par une centaine de militants et cadres qui ont contesté le choix de la dernière liste des candidats FLN aux locales du 29 novembre 2007, et dénoncé le choix opéré par la commission de wilaya des candidatures.

Celle-ci n'a finalement pas tenu compte de ses propres instructions relatives aux critères de sélection ni aux conditions d'ancienneté des militants ainsi qu'au niveau d'instruction requis.

Pour rappel, le FLN version 2002 a gagné 18 communes avec 102 sièges, alors qu'après la désignation du nouveau mouhafedh Mesmoudi, le vieux parti dans la wilaya de Guelma n'a gagné que 12 communes sur les 34 que compte la wilaya. Il a même perdu l'APW bien qu'il ait 11 sièges.

Toutes nos tentatives de contacter les responsables du FLN à Guelma ont été vaines, même par téléphone ils sont injoignables !

B. A.

FORMATION PROFESSIONNELLE À TIARET

2 665 postes pédagogiques pour la session de février 2008

De nouveaux postes pédagogiques au nombre de 2 665 ont été proposés par le secteur de la formation professionnelle au titre de sa session de février 2008. C'est ce qu'a déclaré récemment, lors d'un point de presse, M. Bouterfa, directeur de ce secteur dans la wilaya de Tiaret.

Selon le même responsable, ces postes sont ré partis à travers la formation résidentielle (1440), l'apprentissage (1225) et enfin 125 postes pour les cours du soir. Les stagiaires ont la possibilité de s'inscrire dans les 45 spécialités existantes, outre le marketing et l'informatique base de données représentant la nouveauté de cette session. Pour ce qui est de la formation au niveau des zones rurales, la DEFP compte des sections dans pas moins de sept communes en plus de deux autres filières liées à la couture au profit de la femme au foyer des deux localités de Takhmart et Aïn El-H'did. Les inscriptions sont ouvertes depuis le 1er décembre pour se poursuivre jusqu'au 7 février 2008, alors que les examens sont prévus les 10, 11 et 12 de ce même mois.

Quant à l'affichage des résultats, il aura lieu six jours avant la rentrée officielle fixée, faut-il le préciser, au 23 février. Aussi, pour généraliser l'information au profit des jeunes demandeurs de stage, la DEFP a tracé un programme de vulgarisation marqué par l'organisation de journées portes ouvertes et le lancement d'une large campagne de sensibilisation focalisée particulièrement sur les conditions d'accès, les modalités d'inscription, les spécialités existantes, les durées ainsi que les opportunités de formation.

Au volet encadrement, le secteur dispose de 305 enseignants dont 120 recrutés au titre du dispositif du pré-emploi en plus des quelques intervenants exerçant dans le cadre de la vocation. En matière de structures, la DEFP compte dix centres de formations (CFPA), un institut spécialisé (INSFP) et pas moins de huit autres annexes en phase d'être érigées en établissements comme c'est le cas de celles de Oued Lili, Medroussa et Aïn D'heb pour ne citer que celles-ci (annexes).

Cela dit, le secteur de la formation professionnelle dans la wilaya de Tiaret est appelé à être renforcé par plusieurs autres structures dont deux instituts au chef-lieu, l'un spécialisé en artisanat et tourisme, l'autre en maintenance des engins agricoles, ainsi qu'un c¬entre national de formation des collectivités locales.

Mourad Benameur

SKIKDA

Une dizaine de familles en danger demandent leur transfert de Bouabaz

Une dizaine d'habitants du site précaire Bouabaz (mont Mouader) contestent leur marginalisation de l'opération d'évacuation décidée pour les besoins d'installation du pylône lié au projet du téléphérique.

Ce son les «rescapés» de l'opération de recasement initiée, il y a près d'un mois et demi, qui a ciblé 22 familles. «Une opération qui aurait dû toucher 33 familles au total», nous explique un habitant du site. Actuellement, le site de Bouabaz est concerné par des travaux d'installation du pylône au milieu d'une vingtaine de gourbis. Le va-et-vient des engins met effectivement la vie des habitants en danger, plus particulièrement celles des écoliers qui traversent ce chantier tumultueux.

Une nouvelle configuration du hameau a vu le jour. Les terrassements ont provoqué la naissance de petits soulèvements de terrain qui dépassent la hauteur des habitations précaires et qui risquent de s'affaisser en cas d'intempéries. «C'est ce que nous redoutons le plus», appréhende un citoyen.

Des bordures de 6 mètres de haut ont incité les habitants à des ouvertures de pistes pour leur permettre d'accéder à la route principale de la localité. Une ouverture de piste a même provoqué la déviation des eaux usées générées par les travaux du chantier qui a suivi le cheminement nouvellement dessiné menant aux bâtisses.

«Nos maisons sont en danger à cause des éventuelles infiltrations», s'écrie une dame. Devant le danger qui les guette, les habitants des gourbis ne demandent que leur recasement dans l'immédiat. «Les autorités compétentes ont même transféré deux gourbis nullement concernés car ne gênant pas le chantier», déclare en chœur un groupe d'habitants.

Il y lieu de souligner qu'une opération tiroir sera lancée à Bouabaz. Il est question de la construction de 600 logements au profit des habitants du site, bien sûr. Selon les déclarations du wali des négociations sont en cours avec des Chinois.

Zaïd Zoheïr

RÉUNION DU CONSEIL DE WILAYA DU RND D'ORAN

«Les préparatifs du 3e congrès lancés»

En vue d'entamer officiellement le lancement de son 3e congrès ordinaire, le conseil de wilaya du RND s'est réuni, jeudi dernier, sous la présidence de son secrétaire de wilaya, Kada Benatia, qui a expliqué les grandes lignes de la démarche devant amener au congrès. Après avoir rendu compte des travaux de la commission nationale, présidée par Ouyahia et composée de 150 cadres militants parmi les membres du conseil national, le secrétaire de wilaya du RND a informé l'assistance que la commission nationale est composée de 6 membres et qu'elle se divise en 4 sous-commissions.

Toutefois, il précisera que «si la démarche de préparation du congrès apparaît classique au plan opérationnel, celle des projets de textes est, quant à elle, différente de ce qui s'est fait par le passé». Il s'agira, peut-on lire dans le communiqué adressé à notre rédaction, plutôt d'un canevas de questionnements et de sujets qui seront soumis à la base militante qui devra par la suite se prononcer. Dès lors «les projets de résolution ne sont rédigés par la commission nationale qu'à l'issue de cette étape (communes et wilayas)».

Une année après l'échéance électorale, le conseil de wilaya du RND estime que l'étape du prochain congrès «donnera l'occasion aux militants de renouer avec le débat serein pour évaluer et affiner les politiques sociales et économiques de l'étape à venir». Lors de cette réunion, le conseil de wilaya a décidé d'adjoindre aux parlementaires les élus de l'APW, «pour répondre aux engagements pris avec les citoyens au cours des campagnes électorales».

A. B.